

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 15 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



COLORALU SA

ZI du Bordage

49122 LE MAY SUR EVRE

Références : 2022-086_INSP_COLORALU SA (0006301336)_RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2022 dans l'établissement COLORALU SA implanté ZI du Bordage 49122 LE MAY SUR EVRE . L'inspection a été annoncée le 23/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite de visite précédente (23 septembre 2020)
Porter à connaissance de modifications (10 janvier 2022)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLORALU SA
- ZI du Bordage 49122 LE MAY SUR EVRE
- Code AIOT dans GUN : 0006301336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société COLORALU est une installation classée soumise à autorisation.

Elle dispose des arrêtés préfectoraux suivants :

Arrêté D3 – 2005 – n°750 en date du 21 octobre 2005 autorisant la société SAS COLORALU à exploiter le site localisé sur la zone industrielle du Bordage au May-sur-Evre,

Arrêté D3 – 2009 – n°705 en date du 7 décembre 2010 relatif à la recherche des substances dangereuses dans l'eau.

L'activité de l'usine est le traitement et le thermolaquage de profilés en aluminium.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite du 23 septembre 2020 principalement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Visite ayant permis d'aborder l'ensemble des suites de la précédente visite et d'échanger sur les compléments à apporter au porter à connaissance du 10 janvier 2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Écart E1 - 2017/NC1-2020	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Art. 9.2 à 9.4	/	Sans objet
R1 - 2017 / O1- 2020	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Article 7.5	/	Sans objet
Écart E4 - 2017 / FSNC1-2020	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Art. 6-I 2e alinéa	/	Sans objet
NC3 - 2020	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Art. 7.5.1	/	Sans objet
NC6 - 2020	Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article Art. 5	/	Sans objet
Interdiction des PCB	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R543-21	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
E3 - 20217/NC2 - 2020 - O2 - 2020	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Art. 6-I et V	/	Sans objet
NC4 - 2020	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Art. 7.3.2.4	/	Sans objet
NC5 - 2020	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Art.12 – dernière prescription	/	Sans objet
O3 et O4 - 2020	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Art. 6.6	/	Sans objet
O5 - 2020	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Art. 7.5.2	/	Sans objet
RSDE - 2020	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, Art. 20 et 34	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Art. 7.5.4	/	Sans objet
PAC modifications	Code de l'environnement du 23/02/2022, article R. 181-46	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des avancées ont été observées. Pour certains points, elles aboutiront à l'issue de la mise en oeuvre du projet de modifications.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Écart E1 - 2017/NC1-2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Art. 9.2 à 9.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée : Bruit Niveaux limites de bruit Emergences</p> <p>Constat 2017 Les mesures de bruit réalisées en septembre 2014, en période diurne, mettaient en évidence un dépassement d'émergence au point de mesure 1A situé à l'est du site, du côté de la chaîne de traitement verticale (8,5 dB(A) pour une valeur limite de 5 dB(A)). La prise d'air en façade de l'établissement (compensation d'air nécessaire au niveau de la chaîne de TS) était identifiée comme la source de bruit. Au cours de la visite, l'exploitant faisait part d'un projet à l'étude pour l'extension du bâtiment côté est. Il s'engageait à l'occasion de cette extension à mettre en place les aménagements permettant de réduire le bruit. Sans attendre ces nouveaux aménagements, une nouvelle mesure de bruit était programmée avant fin 2017, un an environ après la mise en service du nouveau tunnel de traitement, pour en vérifier l'impact, et respecter la fréquence triennale de contrôles des niveaux sonores. Il est à noter que le niveau de bruit résiduel utilisé pour la détermination des émergences n'a jamais été mesuré lors des contrôles réalisés depuis 2007. Le niveau de bruit résiduel n'a été qu'estimé en considérant des points éloignés du site. Dans ces conditions, les émergences calculées peuvent être faussées.</p> <p>Constat 2020 Des mesures de bruit ont été réalisées en septembre 2017. Les niveaux de bruit résiduel ont été de nouveau estimés en des points éloignés censés être à l'abri des bruits de l'entreprise. Leur représentativité pose question (même remarque que lors de la dernière visite). Les émergences apparaissent non conformes aux 2 points de mesure, à l'est (point 1A, 8,5 dB(A) comme en 2014) et au sud (point 2A, 6 dB(A)). Le niveau de bruit en limite de propriété nord (point 4) est non conforme (63 dB(A) pour une limite de 60 dB(A)). Une intervention ponctuelle de maintenance pourrait être à l'origine de ce dépassement selon l'exploitant. Lors de la transmission du rapport de mesures en novembre 2017, l'exploitant indiquait que : - pour le point 2A, le bruit issu des compresseurs d'air serait traité dans le cadre des futurs aménagements, avec le regroupement au nord du site des 2 locaux compresseurs en un seul ; - pour le point 1A à l'est (local extraction-ligne peinture), traitement en même temps que l'agrandissement côté est.</p> <p>L'extension du site a finalement été abandonnée au profit d'un projet sur un autre site. L'exploitant a donc indiqué qu'en l'absence de travaux sur le site, le traitement des nuisances sera réalisé par la mise en place de silencieux sur le local compresseur situé au sud, et au niveau du local extraction à l'est (devis fourni en amont de la visite). En outre, il a précisé que les compresseurs avaient été remplacés cet été par des équipements moins bruyants. Une nouvelle mesure de bruit est programmée en octobre 2020. Outre le respect de la fréquence triennale de mesure, cette mesure doit permettre à l'exploitant de préciser les caractéristiques des silencieux à mettre en place.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Non-conformité 1 (NC1) : l'exploitant transmettra les résultats des nouvelles mesures de bruit dès réception, accompagnés de son plan d'actions et d'un échéancier de mise en œuvre. Les travaux permettant un retour à la conformité (qui devra être attestée par une nouvelle mesure de bruit) devront intervenir dans un délai maximum de 6 mois. <p>Il est rappelé l'importance de réaliser, autant que possible, des mesures du bruit résiduel aux points de mesures situés en ZER avec arrêt des installations (plutôt qu'en des points éloignés), de façon à disposer de mesures représentatives pour le calcul des émergences.</p>
<p>Constats : Constat du 02/03/2022</p> <p>L'exploitant a remis le rapport DEKRA (LN° 10443350/2001 - 1/ 1 M00) correspondant à une vérification réalisée le 30/10/2020.</p>

Les installations fonctionnent uniquement en période jour de 06h00 à 21h00 selon l'exploitant. Les mesures d'impact sonores ont uniquement été réalisées sur la période jour. Dans sa conclusion, DEKRA indique que l'impact sonore engendré par l'activité de la société COLORALU à LE MAY SUR EVRE (49122), est non conforme aux exigences de l'arrêté précité, à savoir :

- Dépassement du niveau sonore réglementaire le jour au point n°4,
- Dépassement de l'émergence réglementaire autorisée le jour aux points n°1&2.

La société COLORALU a fait réaliser en 2021 une étude acoustique technique par la société SPECTRA (affaire 2020-0396).

Cette étude acoustique technique de faisabilité a permis d'analyser le comportement des sources de bruit (13) présentes sur le site COLORALU, vers les points sensibles en Zone à Emergence Réglementée ZER1 et ZER2 et au point en limite de site LPS3 (Dénominations du rapport).

Le bureau d'étude a réalisé :

- des mesures en champ proche de chaque équipement technique bruyant ;
- des mesures aux points ZER1, ZER2 et LPS3 pour différentes configurations de fonctionnement des équipements techniques ;
- une modélisation informatique du site et des simulations acoustiques de l'impact de l'ensemble des sources concernées ;

Cela a permis de hiérarchiser les contributions sonores aux points ZER1 et ZER2, et de caractériser l'impact des principales contributions sur le niveau de bruit global dans l'environnement.

Les traitements acoustiques permettant d'abaisser significativement leurs contributions sonores sont définies en partie 8 du rapport.

Le bureau d'étude mentionne cependant qu'il est possible qu'à la suite des traitements définis, une légère émergence non réglementaire soit relevée, due au phénomène de masquage sonore. Ce phénomène fait que d'autres sources peuvent apparaître à la suite du traitement des principales contributions sonores.

L'exploitant devra définir un plan d'action avec échéancier puis réaliser une nouvelle campagne de mesures afin d'évaluer les progrès obtenus et la conformité réglementaire.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : R1 - 2017 / O1- 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Article 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eau
Prescription contrôlée : Autosurveillance Constat 2017 L'exploitant indiquait que, pour le Zr, la concentration étant faible, la mesure par spectrométrie en interne était difficile à réaliser, imprécise et perturbée par la présence d'aluminium. L'exploitant faisait donc procéder à deux mesures par mois en externe par le laboratoire SYPAC. Il était toutefois rappelé que l'AM du 30/06/2006 impose une mesure hebdomadaire (méthode d'analyse interne rapide) pour tous les métaux, sauf à justifier qu'aucune méthode rapide de mesures n'est adaptée à la concentration à mesurer. Pour l'ensemble des paramètres mesurés uniquement en externe (MES, fluorures, et Zr), l'exploitant devait justifier que les modalités d'autosurveillance des rejets étaient compatibles avec le suivi des installations et permettaient de disposer d'une réactivité satisfaisante pour intervenir en cas de dysfonctionnement. Constat 2020 Le Zr reste aujourd'hui analysé uniquement en externe 2 fois par mois, la technique de mesure interne (spectrocolorimétrie) ne permettant de mesurer que les concentrations sur une plage de 6 mg/l à 60 mg/l (selon justificatif fourni par l'exploitant), alors que la concentration en Zr dans les rejets du site est en moyenne de 50 µg/l sur la période 2018-septembre 2020, avec un maximum de 0,15 mg/l (pour une valeur limite de 2 mg/l). Seule la mise en place d'un spectromètre à absorption permettrait de mesurer des concentrations de cet ordre, mais pour un coût qui apparaît disproportionné. L'exploitant demande ainsi à réaliser les mesures de Zr deux fois par mois en externe, au lieu d'hebdomadaire. Au vu de ce qui précède, cette fréquence de surveillance peut être retenue. Il en sera pris acte lors de la mise à jour du programme de surveillance des rejets. Le délai de réception des résultats des analyses réalisées en externe reste aujourd'hui d'au moins 15 jours, comme le montre le dernier rapport d'analyse fourni (prélèvement du 10/09/2020, résultats obtenus le 23/09/2020). • Observation 1 (O1) : certains paramètres n'étant analysés qu'en externe, il convient que l'exploitant s'assure de disposer au plus vite des résultats des mesures, afin de disposer d'une réactivité satisfaisante pour intervenir en cas de dysfonctionnement.
Constats : L'exploitant indique avoir discuté avec le prestataire d'un protocole d'information directe en cas d'écart par mail ou par téléphone. Il disposerait dans ce cas d'une information sous une semaine. Ce protocole n'est cependant pas formalisé. Il est demandé à l'exploitant de formaliser cet accord.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : E3 - 20217/NC2 - 2020 - O2 - 2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Art. 6-I et V
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de dépotage
Prescription contrôlée : Stockage des produits – aire de chargement/déchargement Constat 2017 L'aire de dépotage de l'acide chlorhydrique n'était pas conforme aux dispositions de l'AM du 30/06/2006 : aire de dépotage raccordée au bassin de confinement, mais canalisation et bassin non résistant à l'acide chlorhydrique, sol de la zone perméable (enrobé). S'agissant du contrôle de l'étanchéité de la cuve d'acide chlorhydrique double peau, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier de la présence d'un dispositif de détection de fuite dans la double enveloppe. Constat 2020 Un système de détection de fuite est en place dans la double enveloppe de la cuve d'acide chlorhydrique (système de flotteur). Selon l'exploitant, il est vérifié régulièrement lors des rondes réalisées par l'équipe du laboratoire. Cette vérification n'est toutefois pas intégrée dans le programme de vérification des installations, et n'est pas consignée. <ul style="list-style-type: none">• Observation 2 (O2) : le contrôle de l'étanchéité de cuve d'acide chlorhydrique sera intégré au programme de contrôle des installations et consigné dans un registre dédié à cet effet. L'aménagement de la zone de dépotage, qui devait être réalisé dans le cadre de la refonte des bâtiments prévue dans le projet d'extension, n'a finalement pas été mis en œuvre, le projet ayant été abandonné au profit d'un projet sur un autre site. Un devis a été fourni avant la visite (puis un devis ajusté après la visite) pour la réalisation d'un aménagement en rétention de la zone de dépotage. L'exploitant s'est engagé à faire procéder aux travaux pendant l'hiver. <ul style="list-style-type: none">• Non-conformité 2 (NC2) : l'exploitant communiquera le bon de commande pour la réalisation des travaux de mise en conformité de la zone de dépotage, accompagné d'un échéancier de mise en œuvre.
Constats : L'exploitant a présenté un registre informatisé permettant de flécher le contrôle hebdomadaire de l'étanchéité de la cuve d'acide chlorhydrique. Il est donc intégré au programme de contrôle des installations et consigné dans un registre dédié à cet effet. Des travaux de mise en conformité de la zone de dépotage ont été réalisés. Une zone a priori étanche a été mise en place et permet de collecter d'éventuels écoulements. Une vanne de barrage et une cuve de stockage permettent de récupérer ces éventuels écoulements. Un affichage au niveau de la zone de dépotage décrit la logique de fonctionnement de ce dispositif. Il est important que l'exploitant dispose des informations techniques des équipements mis en place ainsi que de la procédure de dépotage. Ces éléments seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Écart E4 - 2017 / FSNC1- 2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Art. 6-I 2e alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : Rétention de la chaîne de traitement verticale (nouveau tunnel) Constat 2017 Le volume de rétention situé sous le tunnel de traitement par cascade (nouvelle chaîne de TS verticale) était unique, sans séparation entre les cuves contenant des effluents acides et celles contenant des effluents alcalins. Constat 2020 L'exploitant indique que la configuration de la chaîne ne permet pas techniquement de séparer la rétention pour distinguer une zone « bains acides » et une zone « bains alcalins ». Il indique néanmoins qu'il n'existe pas a priori d'incompatibilité entre les différents bains, au vu des concentrations en présence, mais il ne dispose pas de justificatif technique. • Fait susceptible d'être non conforme 1 (FSNC1) : pour justifier de la conformité de la rétention unique de la chaîne de traitement verticale, l'exploitant apportera les éléments techniques justifiant de l'absence d'incompatibilité entre les différents bains.
Constats : L'exploitant a remis un document en langue anglaise traitant de la compatibilité des produits utilisés dans la chaîne de traitement tunnel. Il s'agit du rapport Dekra (J4028006668R1/2021) daté du 12 février 2021. Ce document doit faire a minima l'objet d'une synthèse conclusive en langue française expliquant la démarche et présentant : . le contexte des essais dont la composition des bains, . la représentativité des produits et des mélanges utilisés pour réaliser les tests, . la description des tests réalisés, . les effets en termes d'élévation de température et de génération de gaz voire d'élévation de pression lors des essais, . les conclusions du test par rapport à la problématique posée (cuvette de rétention unique de l'installation pour laquelle il est nécessaire de s'assurer de la compatibilité des produits susceptibles d'être recueillis).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC3 - 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Art. 7.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eau
<p>Prescription contrôlée : Modalités échantillonnage « Les analyses sont réalisées sur des échantillons moyens journaliers représentatifs. Le dispositif de prélèvement des échantillons est asservi au débit de rejet. »</p> <p>Constat 2020 Selon le contrôle de la chaîne de mesure de l'autosurveillance réalisé en 2018, le préleveur est asservi au temps (prélèvement de X ml toutes les 10 min) et non au débit. L'exploitant indique que le préleveur actuel ne permettait pas un réglage asservi au débit. Celui-ci est toutefois en panne. Son remplacement par un préleveur qui pourra assurer des prélèvements asservis au débit est en cours.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant confirmera la mise en place du nouveau préleveur et son réglage avec asservissement au débit. <p>Constats : L'exploitant a remis un rapport Dekra intitulé "CONTROLE DES DISPOSITIFS D'AUTOSURVEILLANCE" daté du 28 avril 2021. DEKRA a analysé la mesure des paramètres suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Débit 2. PH-mètre 3. Température 4. Analyses <p>Le document mentionne la mise en place d'un nouveau préleveur. Le rapport mentionne que le fonctionnement de l'échantillonneur est maîtrisé. L'installation fonctionne en continu d'environ 5h du matin à 1h le lendemain. Le nouveau préleveur est désormais « asservi » au débitmètre : c'est-à-dire qu'il ne prélève que pendant les phases de rejets de la STEP. Les débits de rejets étant quasi constants, l'asservissement au temps du prélèvement n'a pas de mauvaise incidence sur la représentativité de l'échantillon moyen 24h. Le préleveur automatique semble être programmé pour effectuer un prélèvement de 120 ml toutes les 10min, ce qui fait 6 prélèvements à l'heure sur les phases de rejets. Il n'y a pas d'heure de début, ni fin, pour encadrer l'échantillonnage. Il n'y a pas de vérification du volume total échantillonné au bout des 24h de prélèvement. Il n'y a pas de système d'homogénéisation pour l'échantillonnage du matin. Des volumes d'échantillonnages ont été vérifiés. L'écart moyen est inférieur à 1% si le réglage voulu est bien 120ml. Le tuyau de prélèvement, entre le point de rejet et l'entrée de l'entonnoir du préleveur, mesure plus de 3m, et la vitesse d'aspiration de prélèvement est supérieure à 1m/s. Conclusions de Dekra : Suite à ces différentes remarques, il serait nécessaire de formaliser le volume, la périodicité, la méthodologie de prélèvement sous forme de procédure ou note interne.</p> <p>La conformité n'est donc pas totale et demande à être affinée.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Débit Pour le bureau d'étude, le fonctionnement du débitmètre et totaliseur est maîtrisé. Le débitmètre électromagnétique semble fonctionner correctement. Une vérification annuelle est effectuée par Endress-Hauser, dont la dernière en date du 13/01/21. L'exploitant a mis en place, depuis le dernier contrôle Auto-Surveillance, un enregistrement continu des débits et un asservissement des démarrages et arrêt du préleveur. 2. pH-mètre Analyse du bureau d'étude Une vérification ponctuelle du pH a été effectuée au point de prélèvement de l'échantillonneur : Valeur lue DEKRA 7,65 à 19,1°C pour un pH final sortie site COLORALU de 7,26 à 19,1°C. pH moyen habituel sortie site 7,5. Ecart peut-être dû à la différence de lieu de contrôle, implantation fixe du pH-mètre local en

<p>recirculation, pour pH-mètre DEKRA au point de prélèvement. Mise en place, depuis le dernier contrôle Auto-Surveillance, d'un enregistrement en continu du pH, et de la Température de rejet Le pH-mètre est nettoyé tous les jours, et vérifié une fois par semaine.</p> <p>La représentativité du point de mesure doit être évaluée.</p> <p>3. Température Pas de remarque particulière.</p> <p>4. Analyses L'ensemble des résultats d'analyses déclarés aux autorités sont issus de laboratoires accrédités. Ces résultats permettent aussi un recalage par rapport aux analyses effectuées en interne. Tous les paramètres demandés dans l'arrêté préfectoral sont analysés 1 fois par mois en laboratoire extérieur. L'Aluminium, le Zirconium et les Fluorures sont analysés tous les 15 jours en laboratoire extérieur. Conclusion du bureau d'étude : "L'ensemble des données sont maîtrisées et se retrouvent sur un fichier EXCEL nommé « AUTOSURVEILLANCE »."</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC4 - 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Art. 7.3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eau PH, débit
<p>Prescription contrôlée : Autres références réglementaires : AM du 30/06/2006 Art. 34.II et AM du 30/06/2006 Art. 20.III</p> <p>Suivi du débit et du pH « Le pH et le débit, en sortie de la station de détoxification visée au 7.3.2.1 sont mesurés et enregistrés en continu.»</p> <p>La température des rejets doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C.</p> <p>Constat 2020 Selon le contrôle de la chaîne de mesure de l'autosurveillance réalisé en 2018, le débit et le pH sont mesurés en continu mais pas enregistrés en continu. Seul un relevé journalier est effectué. Par ailleurs la température n'est pas contrôlée. L'exploitant a fourni après la visite un devis et un bon de commande pour l'ajout d'une sonde de mesure de la température du rejet, et d'un dispositif d'enregistrement du pH, du débit et de la température du rejet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant confirmera la mise en place du dispositif d'enregistrement en continu du pH, du débit et de la température du rejet.
Constats : Voir NC3-2020
Enregistrement en continu en place du pH, du débit et de la Température.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC5 - 2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Art.12 – dernière prescription
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage produits dangereux
Prescription contrôlée : Stockage des produits Les locaux de stockage des produits dangereux doivent être pourvus de fermeture de sûreté. Constat 2020 Le stockage des produits chimiques utilisés pour le traitement de surfaces est réalisé dans des armoires métalliques situées à l'extérieur du bâtiment. Ces armoires ne sont pas sécurisées (aucune fermeture de sûreté). • L'exploitant mettra en place des fermetures de sûreté sur les armoires de stockage des produits chimiques.
Constats : La mise en place de fermetures sécurisées au niveau des armoires métalliques situées à l'extérieur du bâtiment a pu être vérifiée lors de l'inspection. Non conformité levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC6 - 2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article Art. 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Installations électriques Les matériels et canalisations électriques doivent être maintenus en bon état. Constat 2020 Le rapport de contrôle des installations électriques réalisé en décembre 2019 fait état de 49 observations, dont 45 sont mentionnées comme déjà signalées lors du contrôle de 2018. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des travaux réalisés pour lever ces observations. Le rapport Q18 associé au rapport de contrôle de 2019 conclut que les installations électriques présentent un risque d'incendie ou d'explosion, en raison de la présence de poussières dans une armoire électrique. En outre, le rapport de contrôle indique que la vérification n'a été que partielle : « la mise hors tension des sources et les tests des dispositifs différentiels résiduels ont été réalisés partiellement », pour des raisons d'exploitation, la continuité à la terre de certains appareils d'éclairage inaccessibles n'a pu être vérifiée, la manœuvre des cellules HTA n'a pu être réalisée en l'absence d'accompagnement habilité. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation d'une vérification complète les années précédentes. L'exploitant a transmis après la visite un courriel de son prestataire qui confirme que le prochain contrôle annuel des installations électriques prévu courant décembre 2020 comprendra le contrôle des dispositifs différentiels et la coupure HT. <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant établira et transmettra un plan d'actions de mise en conformité de ses installations électriques, accompagné d'un calendrier de réalisation. Un contrôle des installations électriques devra être réalisé à l'issue pour justifier du retour à la conformité.• L'exploitant fera procéder avant la fin de l'année à un contrôle complet des installations électriques, incluant les vérifications non réalisées en 2019.
Constats : L'exploitant a remis : . un Q18 Apave daté du 03/01/2022. Ce document indique que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Toutefois, il convient que l'exploitant confirme que l'ensemble du bâtiment laquage correspond à l'ensemble des installations du site. Par ailleurs et pour des raisons d'exploitation et à la demande de la maintenance les ouvertures des cellules haute tension n'ont pas été effectuées. Ce point doit être corrigé. Le rapport de vérification des installations électriques semble couvrir l'ensemble des installations. Il comporte 25 observations toutes récurrentes. L'exploitant doit définir un plan d'actions pour traiter ces observations et lever ces récurrences.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : O3 et O4 - 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Art. 6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : Bassin de confinement « Les installations sont équipées d'un bassin de confinement pouvant recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie ». Le bassin est « équipé des organes de commande nécessaires à sa mise en service qui doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. » O3 - 2020 Des roseaux se développent dans le bassin de confinement qui assure également la fonction de régulation des eaux pluviales. L'exploitant a indiqué qu'un entretien du bassin avec curage serait prochainement réalisé. • L'exploitant justifiera du bon entretien du bassin de confinement. L'étanchéité du bassin de confinement doit être garantie (vérification périodique à réaliser) et le volume nécessaire au confinement (volume utile disponible) doit être maintenu en tout temps. O4 - 2020 La fermeture de la vanne de confinement a été testée avec succès lors de la visite. Toutefois, l'outil nécessaire à l'actionnement de la vanne est rangé à l'intérieur de l'usine, et pourrait être inaccessible en cas d'incendie. L'exploitant indique que la vanne est testée régulièrement mais cette vérification n'est pas intégrée dans le programme de vérification des installations et n'est pas consignée. • L'exploitant s'assurera de l'accessibilité de l'outil de fermeture de la vanne, afin que la mise en confinement du site soit possible en toute circonstance. Le contrôle de la vanne sera intégré au programme de contrôle des installations et consigné dans un registre dédié à cet effet. Constats : Dans le cadre d'un porter à connaissance de modifications, l'exploitant prévoit la création d'un nouveau bassin mixte de régulation des eaux pluviales et de confinement des eaux incendie. Il a toutefois été vérifié pour le bassin actuel que l'outil nécessaire à l'actionnement de la vanne est désormais localisé à proximité du bassin. La fermeture de la vanne a été testée avec succès. Le bassin actuel a été nettoyé. Pour le nouveau bassin, il conviendra : - de réaliser une vérification périodique de l'étanchéité du bassin de confinement et de régulation des eaux pluviales, - de s'assurer en permanence de la disponibilité du volume nécessaire par un marquage, - de réaliser périodiquement le contrôle et la maintenance de la vanne de confinement, - de consigner dans un registre dédié à cet effet les différentes vérifications. Type de suites proposées : Sans suite Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : O5 - 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Art. 7.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eau
Prescription contrôlée : Autres références réglementaires Autosurveillance des rejets aqueux – contrôle de la chaîne de mesure, mise en œuvre de la surveillance « Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence en vigueur. Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence. » Constat 2020 Outre les non-conformités mentionnées dans les constats précédents (NC4 et NC5), le contrôle de la chaîne de mesure de l'autosurveillance réalisé en 2018 a mis en évidence les points suivants : <ul style="list-style-type: none">• présence d'un point dormant à supprimer au niveau du tuyau d'aspiration vers le préleveur en amont du bidon (écart moyen de 7 % sur les volumes d'échantillonnage) : l'exploitant indique que cette observation sera levée avec la mise en place du nouveau préleveur ;• absence de vérification du débitmètre depuis le 15/04/2015 (lors de la visite de juin 2017, l'exploitant indiquait pourtant qu'un contrôle était réalisé tous les 2 ans). Le plan d'action établi suite au contrôle de la chaîne de mesure indique qu'un contrôle annuel est réalisé. Le manuel d'autosurveillance mis à jour au 01/09/2020 indique quant à lui que le contrôle s'effectue tous les 2 ans. L'exploitant a présenté lors de la visite le rapport du dernier contrôle réalisé le 03/10/2019.• pH-mètre non vérifié dans la semaine du contrôle de la chaîne de mesure. Le plan d'action établi suite au contrôle indique qu'un étalonnage hebdomadaire est réalisé. Le manuel d'autosurveillance mis à jour au 01/09/2020 indique quant à lui qu'un contrôle journalier de l'étalonnage des sondes est réalisé. • Il convient de mettre en concordance le plan d'actions établi suite au contrôle de la chaîne de mesure de l'autosurveillance et le manuel d'autosurveillance, et de mettre en œuvre les contrôles effectivement prévus pour garantir la fiabilité de la chaîne de mesure.
Constats : Traité en NC4-2020
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : RSDE - 2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006 modifié, Art. 20 et 34
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eau
Prescription contrôlée : Références réglementaires AM du 24/08/2017 AM du 30/06/2006 modifié Art. 20 et 34 Nouveau programme de surveillance des rejets aqueux – surveillance des substances dangereuses Fréquences de surveillance selon art. 7.5 de l'AP (en cohérence avec art. 34 de l'AM du 30/06/2006) : <ul style="list-style-type: none">- en continu : débit, pH- hebdomadaire : Zr, Al- mensuelle : DCO, MES, F, P Fréquence de surveillance mensuelle ou trimestrielle, selon les flux émis, pour les autres substances dangereuses visées à l'art. 20.I-2 de l'AM du 30/06/2006 Constat 2020 Pour rappel, l'exploitant a réalisé une campagne de surveillance initiale des substances dangereuses en 2011 dans le cadre de l'opération RSDE. Par un courrier du 09/05/2012, l'inspection confirmait à l'exploitant la possibilité d'abandonner la surveillance des substances dangereuses (hors paramètres visés dans l'AP) au vu des résultats de cette campagne initiale. Les substances suivantes étaient néanmoins quantifiées : <ul style="list-style-type: none">- nonylphénols : 0,72 µg/l au maximum, et 0,051 g/j maximum- chloroforme : 3,4 µg/l au maximum, et 0,24 g/j maximum- zinc : 50 µg/l au maximum, et 3,3 g/j maximum- cuivre : 6 µg/l au maximum, et 0,43 g/j maximum En amont de la visite, l'exploitant a transmis le 22/09/2020 sa proposition de programme de surveillance. Un courrier est adressé en parallèle du présent rapport pour acter le programme de surveillance, avec observations formulées sur les propositions de l'exploitant. Le cadre de surveillance GIDAF pour les rejets dans les eaux superficielles sera mis à jour en conséquence.
Constats : Le courrier définissant le programme de surveillance RSDE a été défini dans un courrier adressé à l'exploitant le 09 novembre 2020. A noter en particulier des mesures : <ul style="list-style-type: none">- trimestrielles avec au moins 4 mesures de :<ul style="list-style-type: none">. nonylphénols,. DEHP,. HBCDD.- semestrielles d'indice hydrocarbures,- de zinc sous responsabilité de l'exploitant. L'exploitant a transmis les résultats de 3 campagnes de mesures sur ces substances. Il est attendu que l'exploitant transmette une synthèse des résultats à l'issue de la 4 ^{ième} mesure afin de statuer sur la poursuite de certaines mesures. Les différents résultats devront aussi être transmis via l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Art. 7.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Eaux souterraines Surveillance semestrielle des paramètres pH, Al, Cr VI et F
Constats : L'exploitant a remis deux rapports DEKRA de contrôles sur 3 piézomètres réalisés les 26/04 et 11/10/2021. Les rapports ne mentionnent pas d'anomalie par rapport aux paramètres visés dans l'arrêté préfectoral. A noter toutefois que le site comporte deux piézomètres amont (PZ1 et PZ3) et un piézomètre aval (PZ2). L'exploitant doit étudier la mise en place d'un suivi piézométrique basé sur un piézomètre amont et deux piézomètres aval.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PAC modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/02/2022, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification
Prescription contrôlée : PAC modif
Constats : La demande de compléments portant sur le porter à connaissance modificatif déposé le 10 janvier 2022 par l'exploitant a été discutée à l'issue de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Interdiction des PCB

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R543-21
Thème(s) : Risques chroniques, Transformateurs électriques susceptibles de contenir des PCB
Constats : Les transformateurs électriques présents sur le site peuvent être anciens. Il n'a pas été possible de visualiser les plaques constructeurs. L'exploitant transmettra une photo de ces plaques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet